

# La France et la reprise du statut de pays allié par la Roumanie à la fin de la Grande Guerre

---

LUCIAN LEUȘTEAN

**L**A ROUMANIE avait doublé son territoire après les actes successifs d'unification de 1918 et elle était condamnée à fructifier une chance historique extraordinaire dont elle n'avait pas bénéficié avant ou après, au moins jusqu'à nos jours. Il s'agissait d'exploiter le vide de pouvoir que le contexte international de la fin de la Grande Guerre avait produit dans l'Europe Centrale et de l'Est. Certains acteurs majeurs de la scène européenne avaient disparu (des uns définitivement, comme l'Autriche-Hongrie ou l'Empire Ottoman, d'autres temporairement, comme l'Empire Russe ou l'Allemagne)<sup>1</sup> et sans eux, les avatars auxquels les différents États roumains s'étaient confrontés dans les siècles précédents auraient été incompréhensibles. Ils s'étaient néanmoins volatilisés maintenant, et les dirigeants de la Roumanie ont été obligés de s'assumer la création d'un nouvel avenir pour l'État roumain, dans le cadre « de la nouvelle Europe ». Cet avenir devait être négocié avec de Grandes Puissances qui se trouvaient loin de notre région – la France, premièrement, mais aussi la Grande Bretagne, l'Italie et les États-Unis –, une région ayant inévitablement à sa disposition moins de structures de support et qui n'étaient d'ailleurs pas tout aussi efficaces que les premières pour influencer les événements de la région.

De plus, la Roumanie devait jouer sa carte vraiment historique dans un moment qui venait immédiatement après de grandes difficultés pour l'État et pour la nation roumaine, surtout les années 1916-1918. À ce moment-là, même les plus optimistes membres de l'élite politique roumaine, sans tenir compte de leur couleur politique, n'osaient pas rêver à un tel destin changé pour le pays.<sup>2</sup> Entrée dans la guerre trop tôt selon quelques-uns ou trop tard selon d'autres, mais de toute façon insuffisamment préparée et sans assistance adéquate de la part des nouveaux Alliés, la Roumanie a été rapidement vaincue. En fait, seulement sa résistance héroïque de 1917 avait empêché son élimination sur l'échiquier politique. En tout cas, on n'a pas pu éviter la défaite complète, étant donné surtout que l'État russe avait succombé sous la cascade de révoltes et de coups d'État (les soi-disant révolutions de 1917). La Roumanie a signé l'armistice avec les Puissances Centrales en décembre 1917, et pendant le printemps de l'année ultérieure, elle a dû signer aussi la paix avec l'ennemi, ce qui annulait *de jure* toutes les promesses

que l'Entente (devenue après avril 1917, lorsque les Américains ont rejoint le conflit, les Puissances Alliées et Associées) avait faites à travers le traité d'août 1916.

\*

L'assemblée d'Alba Iulia du 1<sup>er</sup> décembre 1918 s'est déroulée sans la présence des troupes roumaines. Les premiers soldats ont traversé les Carpates le 13 novembre 1918, et l'action s'est intensifiée après le 20 novembre<sup>3</sup>, les premières villes où les unités militaires roumaines sont entrées le 26 novembre<sup>4</sup> étant Toplița et Miercurea Ciuc, c'est-à-dire dans la zone sicule de la Transylvanie, qui n'a pas d'ailleurs envoyé des représentants à Alba Iulia. Le 1<sup>er</sup> décembre, les troupes roumaines n'avaient croisé la ligne du Mureș que dans un seul endroit (la zone de la ville de Târgu Mureș).<sup>5</sup> Il faut remarquer que l'armée roumaine, loin de se proposer la « mobilisation » des Roumains de Transylvanie, a réussi seulement à contrôler la seule zone majoritairement hongroise de l'Ardeal, à savoir la zone sicule. Il y a une autre raison pour laquelle l'armée roumaine a préféré les gorges des Carpates Orientales, même si elles ne sont pas les plus faciles à franchir. La Vallée de Prahova était utilisée par les troupes allemandes en retraite ; le maréchal August von Mackensen même est resté à Brașov jusqu'aux premiers jours de décembre.<sup>6</sup>

Après le moment d'Alba Iulia, l'attitude du gouvernement de Budapest (dirigé par le comte Mihály Károlyi) envers les Roumains d'Ardeal s'est radicalisée. On n'a pas reconnu l'Assemblée nationale roumaine ou la constitution du Conseil Dirigeant ; de plus, le 8 décembre, Károlyi a nommé István Apáthy chef du « Commissariat pour la Hongrie de l'Est ».<sup>7</sup> D'une part, le gouvernement hongrois s'est rendu compte que le manque des forces militaires régulières sapait la situation dans les territoires qu'il considérait comme étant hongrois et décida par conséquent, depuis le même mois de décembre, à réorganiser son armée. D'autre part, commencés même avant le 1<sup>er</sup> décembre, les conflits entre les Roumains et les Hongrois de Transylvanie ont continué et ils se sont intensifiés, avec une prévalence des répressions hongroises sur la population roumaine.<sup>8</sup> Il était absolument nécessaire pour les troupes roumaines d'avancer au-delà du Mureș, même seulement pour cette raison.<sup>9</sup> De plus, pour le gouvernement roumain de Bucarest, la convention de Belgrade n'était qu'une simple « feuille de papier » qui n'avait même pas été signée par lui, et non un obstacle majeur dans sa route vers « la Grande Roumanie ».

Quelques semaines très agitées ont suivi, où l'on a arrangé « l'échiquier » roumano-hongrois pour le début de la Conférence de Paix de Paris. Plusieurs facteurs ont prévalu pendant cette période, comme : la fermeté du gouvernement roumain (le 14 décembre, Ion I.C. Brătianu est redevenu Premier ministre), l'inefficacité du gouvernement hongrois, la présence des militaires et des représentants diplomatiques français dans la région et les décisions des Alliés qui ont été prises à Paris concernant le statut des deux pays.

Sans l'autorité assurée par une force militaire<sup>10</sup>, fût-elle réduite, le gouvernement de Károlyi a tout simplement essayé de contrôler l'extension des zones reprises par les Serbes, les Tchécoslovaques et les Roumains et il a protesté presque quotidiennement devant le lieutenant-colonel Fernand Vix (le chef de la mission militaire française en Hongrie) et le général Paul Prosper Henrys (le commandant des troupes françaises de Belgrade).

Le gouvernement hongrois n'a même pas été capable d'obtenir une suivie précise de la ligne de démarcation. En échange, aux nombreuses demandes hongroises, on a reçu une réponse aussi tard que le 19 décembre 1918, où l'on affirmait que les détails sur la ligne de démarcation seraient communiqués par le général Franchet d'Espèrey, le commandant de l'Armée de l'Orient, « dès qu'il aurait amassé le matériel concernant ce sujet ».<sup>11</sup>

Quand il est devenu clair que l'armée roumaine se préparait à traverser la ligne de démarcation<sup>12</sup> et lorsqu'on a appris que le général Berthelot<sup>13</sup> avait autorisé l'occupation de la ville de Cluj et, ultérieurement, de neuf autres villes transylvaines<sup>14</sup> (ce qui était possible en vertu de la convention de Belgrade), le gouvernement hongrois, après quelques séances où l'on avait discuté le problème de la démission, a finalement décidé que la situation était sans espoir et on s'est prononcé contre la lutte armée et l'effusion de sang.<sup>15</sup> Les ordres des Alliés affirmaient que l'occupation roumaine allait être seulement temporaire, jusqu'au moment où l'on pouvait envoyer des troupes françaises.<sup>16</sup> Les protestations hongroises ont été totalement inutiles et, sauf une résistance sporadique et spontanée dans certains points isolés, les quelques troupes hongroises se sont lentement retirées vers le centre du pays. Le remplacement des troupes roumaines par celles françaises n'a jamais eu lieu, et cela non pas parce que les Français ne le souhaitaient pas, mais parce qu'il n'y avait pas de troupes alliées disponibles dans cette zone-là.<sup>17</sup>

À fin décembre, le général Berthelot (dont la visite en Transylvanie à la fin de 1918 et le début de l'année 1919 a été accompagnée par un enthousiasme éclatant de la population locale)<sup>18</sup> a négocié un accord avec le représentant de Transylvanie du gouvernement hongrois, István Apáthy, concernant l'établissement d'une zone neutre au long de la ligne Deva-Cluj-Baia Mare.<sup>19</sup> Quand même, cet accord n'a été reconnu ni à Budapest, ni par le Grand Commandement Roumain. Le gouvernement hongrois a refusé la reconnaissance officielle puisque l'arrangement violait la convention de Belgrade. La Roumanie considérait l'accord non-concordant avec ses buts : « de continuer de presser vers la ligne Satu Mare-Carei-Oradea-Békéscsaba ».<sup>20</sup>

Jusqu'au début de la Conférence de Paix de Paris, le 18 janvier 1919, l'armée roumaine contrôlait deux tiers de la Transylvanie et elle attendait avec impatience une nouvelle occasion d'avancer. Les Roumains n'étaient pas contents de la situation en Transylvanie, du fait que les troupes roumaines s'étaient arrêtées au long de la ligne Sighetul Marmăției-Ciucea-Zam<sup>21</sup>. De plus, le camp roumain avait des partisans parmi les Français : le général Berthelot et son équipe<sup>22</sup>, ainsi que le comte Beaupoil de Saint-Aulaire, le ministre de la France à Bucarest.<sup>23</sup>

On était arrivé à une situation paradoxale : les représentants militaires et politiques de la France dans la zone centrale-est européenne avaient finalement soutenu des points de vue parfois contradictoires, qui arrivaient inévitablement à Paris. Ils échangeaient des messages acérés, tout en se chamailler sur des questions d'insubordination, tout en s'accusant réciproquement de l'incapacité de comprendre correctement la situation existante.<sup>24</sup> La confusion a été aussi intensifiée par l'attitude oscillante de Paris concernant ces questions, au moins jusqu'en janvier 1919.

De plus, même sans le vouloir, les Puissances Alliées et Associées devaient aussi aborder la « question russe ». Les débats liés à l'intervention dans la Russie soviétique ont naturellement mené à la question concernant les États sur lesquels on pouvait compter

pour une telle action, au moyen de prévenir la dissémination du communisme, spécialement dans le bassin danubien, où la vague bolchévique était en ascension. Le partisan le plus décisif de la destruction de la Russie soviétique et de l'élimination du danger de révolution par la force des armes était la France.<sup>25</sup> En plus, les troupes occidentales situées dans la zone sud-est européenne étaient principalement françaises. Le commandant des troupes interventionnistes alliées du sud de la Russie était le général Berthelot. Ses forces militaires de Roumanie – l'armée du Danube – sont restées subordonnées à Franchet d'Espèrey.<sup>26</sup> L'intervention française en Russie a commencé le 17 décembre 1918 avec le débarquement de 1800 militaires à Odessa<sup>27</sup>, et le plan de Berthelot se basait sur de potentielles divisions franco-roumaines.<sup>28</sup> La collaboration avec l'État roumain supposait aussi, entre autres, l'éclaircissement du statut international de la Roumanie, laissé en suspension environ deux mois après la fin de la conflagration mondiale, en dépit des félicitations pour la rentrée dans la guerre<sup>29</sup>, des déclarations d'encouragement exprimées par les États-Unis ou du soutien accordé pour refaire l'armée roumaine.

Les historiens se sont demandés d'où provenait cette réticence concernant la réintégration de la Roumanie dans le camp allié. Le prétexte employé par les gouvernements occidentaux était celui juridique : la paix séparée avec les Puissances Centrales avait annulé l'alliance signée en août 1916. Néanmoins, il ne s'agissait pas, sérieusement parlant, d'annuler le soutien des Alliés pour la Roumanie, mais on a seulement rapporté la reconnaissance de son statut biologique. Les réponses des historiens à cette question ont été diverses, pas nécessairement divergentes, mais surtout complémentaires. Une ligne d'argumentation s'appuie sur des motivations d'ordre économique : les Grandes Puissances se proposaient d'étendre leur influence économique en Roumanie et on faisait des pressions « pour nous adoucir et pour nous rendre plus flexibles ».<sup>30</sup>

D'autres explications se basent sur des arguments politico-stratégiques : le but était la modération de l'impétuosité des Roumains, le redimensionnement des promissions territoriales faites. Les Alliés ont voulu préserver leur liberté de mouvement, nécessaire pour atteindre leurs objectifs etc.<sup>31</sup> On a aussi écrit sur le fait que Georges Clemenceau n'aimait pas le roi Ferdinand (un roi « allemand » !) ni Ion I. C. Brătianu. Le même Clemenceau ne se sentait pas obligé de respecter l'alliance de 1916, étant donné qu'il n'avait pas conduit le gouvernement français lorsqu'on avait promis aux Roumains les extensions territoriales majeures. De plus, la position américaine concernant la non-reconnaissance des accords secrets faits avant leur entrée dans la guerre a rendu les Français et les Britanniques capables de comprendre que le traité de Londres avec l'Italie (avril 1915) ne pourrait pas être appliqué complètement, raison pour laquelle ils ont préféré de ne pas exécuter jusqu'au bout le traité de Bucarest, non plus (août 1916).<sup>32</sup>

En fait, le statut d'allié de la Roumanie n'a jamais été menacé de manière sérieuse. Le problème n'était pas si, mais quand, sous quelle forme et à qui on communiquerait ce statut.<sup>33</sup> Un rapport rédigé par Lacombe, un expert dans des problèmes roumains du Ministère français des Affaires Étrangères, semble contenir des indices significatifs sur la position de la France sur cette question.<sup>34</sup> Le rapport considérait le roi Ferdinand comme étant « incapable de prendre des décisions », tandis que Ionel Brătianu, « même s'il était plus intelligent », se trouvait dans une situation personnelle instable et avait besoin d'une déclaration des Alliés en sa faveur, ce qui « constituerait pour lui une véritable

investiture ». <sup>35</sup> Lacombe finissait sa note par l'indication de Take Ionescu comme le choix le plus adéquat, du point de vue français, pour conduire le gouvernement roumain et la délégation roumaine à la Conférence de paix. <sup>36</sup> Il est difficile de dire dans quelle mesure ce rapport a eu une influence décisive sur Clemenceau, mais il faut remarquer que les Alliés ne lui ont pas accordé « l'investiture » à Brătianu <sup>37</sup>, et la reconnaissance du statut d'allié de la Roumanie a eu lieu seulement après que le leader des libéraux roumains se fut avéré capable « de s'investir » lui-même comme premier ministre, le 14 décembre 1918. <sup>38</sup> Cette idée est aussi soutenue par le fait que le désir du roi Ferdinand de visiter Paris au début de décembre 1918 a été refusé par les autorités françaises, la raison en étant qu'il y avait déjà trop d'invités dans la capitale de la France (!) <sup>39</sup>, et que le statut de la Roumanie n'était pas encore clarifié. <sup>40</sup>

Après la formation du gouvernement de Brătianu, quand il n'y avait rien de plus à espérer de la part de Take Ionescu, qui avait aussi perdu le soutien des Roumains d'Ardeal <sup>41</sup>, les reconnaissances officielles du statut de la Roumanie sont aussi apparues. Celle française a eu lieu le 30 décembre 1918 <sup>42</sup>, suivie par celle italienne le 1<sup>er</sup> janvier 1919 <sup>43</sup>, et quelques jours plus tard, après plusieurs réticences, celle britannique, elle aussi <sup>44</sup>. En échange, le traité de 1916 n'a pas été reconnu, tout comme les décisions de l'Assemblée d'Alba Iulia <sup>45</sup>, ce qui mettait en question l'acceptation par les Grandes Puissances gagnantes de la totalité des revendications territoriales roumaines. Néanmoins, on peut constater, dès le mois de décembre 1918, une revalorisation de la position de la Roumanie dans les plans français concernant la région danubienne. <sup>46</sup>

Pourtant, concernant le gouvernement hongrois, les Alliés ont été intransigeants. Malgré les efforts hongrois continuels <sup>47</sup> (déroulés sur des chaînes officielles et non-officielles) d'entrer en contact avec les puissances de l'Entente, les résultats ont été nuls jusqu'à la fin de l'année 1918. Le 3 décembre, le lieutenant-colonel Vix a informé Mihály Károlyi sur la décision du gouvernement français. La France ne reconnaissait pas le gouvernement hongrois. Peu de temps après, Londres et Washington ont soutenu la position française. <sup>48</sup> Les leaders hongrois expérimentaient la défaite sur tous les plans. Même s'il a été déclaré indépendant, l'État hongrois manquait des attributs qui auraient conféré de la consistance à l'indépendance : la reconnaissance internationale, des représentations diplomatiques <sup>49</sup>, une armée, une banque d'émission monétaire etc. <sup>50</sup> Les espoirs de Károlyi que le Wilsonisme pouvait représenter une panacée <sup>51</sup> pour tous les problèmes de la Hongrie s'avéraient de plus en plus infondés. En outre, le soutien dont Károlyi bénéficiait sur le plan interne commençait à se dissoudre. <sup>52</sup> Au début du mois de janvier 1919, une crise gouvernementale a eu lieu, qui s'est soldée avec la formation du gouvernement de Denés Berinkey. De plus, Mihály Károlyi est devenu, le 11 janvier 1919, le président provisoire de la République Démocratique Hongroise. <sup>53</sup> Pourtant, la politique externe du nouveau gouvernement ne s'est pas modifiée, pour la simple raison qu'il ne semblait pas y avoir une alternative outre la solution bolchévique.

Dans la seconde moitié de janvier 1919, quand la Conférence de paix de Paris a eu lieu, la situation centrale-est européenne (vue de la perspective de la Roumanie et de la Hongrie) n'était pas du tout stable. Le gouvernement hongrois n'avait pas été reconnu par les Alliés, et les efforts de la Hongrie de briser son isolation n'apportaient pas de résul-

tats concrets. Le gouvernement roumain avait obtenu la reconnaissance du statut d'allié pour la Roumanie, mais dans des conditions qu'il ne considérait pas à la mesure de ses attentes. Pourtant, le fait que les Roumains n'ont pas reçu le soutien total de la part des Puissances Alliées et Associées s'est finalement avéré de bon augure. La Roumanie a dû se baser sur ses propres forces, ce qui a mené à des résultats importants.

De toute façon, vers le début de la Conférence de paix, l'armée roumaine détenait la ligne Sighet-Baia Mare-Zalău-Ciucea-Zam<sup>54</sup>, et les autorités roumaines faisaient des pressions pour avancer et pouvoir contrôler le territoire ethnique roumain<sup>55</sup>, étant donné que dans la zone de la Transylvanie restée sous contrôle hongrois, les conflits entre les Roumains et les Hongrois s'intensifiaient.<sup>56</sup> Le gouvernement roumain a demandé le soutien des représentants roumains à Bucarest. Les quatre ambassadeurs dans la capitale roumaine ont protesté, le 7 janvier 1919, contre la formule utilisée pour la reconnaissance du statut de la Roumanie, tout en accusant l'Entente de violer ses promesses et de négliger ses tâches.<sup>57</sup> Le 9 janvier 1919, le général Berthelot a adressé un mémoire au général d'Espèrey et une lettre à Clemenceau, et dans les deux textes il soutenait la cause roumaine.<sup>58</sup> Néanmoins, d'Espèrey n'était pas satisfait des initiatives de Berthelot, et la visite que le commandant de l'Armée de l'Orient avait faite à Paris, en janvier 1919, a été déterminante dans l'imposition de son point de vue face à Clemenceau et Foch.<sup>59</sup> Par conséquent, le 15 et le 24 janvier 1919, Clemenceau a envoyé deux télégrammes à Berthelot, où il employait un ton brutal et où il lui demandait de ne pas dépasser ses attributions et de se soumettre aux ordres hiérarchiques.<sup>60</sup>

Les mois de janvier et février 1919 ont été marqués, de la perspective des relations roumano-hongroises, par l'aiguïsement des conflits armés et par la multitude de missions militaires et économiques alliées qui ont visité la Roumanie (y compris la Transylvanie) et la Hongrie. Invariablement, quelle que fût la provenance de la mission, les rapports de ceux qui voyageaient de Belgrade ou de Vienne vers Budapest et ensuite éventuellement en Ardeal étaient favorables à la Hongrie. On soutenait qu'on avait violé la convention du 13 novembre, que la situation économique de la Hongrie était presque en collapse et que le gouvernement hongrois devait être soutenu pour pouvoir s'opposer à l'ascension du bolchévisme.<sup>61</sup> D'autre part, ceux qui se dirigeaient vers la Transylvanie et la Hongrie de Bucarest ont écrit des rapports favorables au point de vue roumain, tout en mettant l'accent sur la caducité de la convention de Belgrade, sur les atrocités hongroises commises sur des Roumains, sur la décision du gouvernement roumain d'atteindre les objectifs territoriaux qu'il avait fixés, sur la situation économique difficile de la Roumanie et sur la position anticommuniste des autorités roumaines.<sup>62</sup> Le caractère contradictoire de ces rapports allait trouver son expression totale dans les décisions de la Conférence de paix de Paris, adoptées concernant l'armistice et la frontière roumano-hongroise.

\*

L'année 1918 a été une de terrible frustration pour les leaders de la Roumanie : ils sentaient que la guerre était vers la fin, que l'entrée des États-Unis avait incliné la balance de manière décisive en faveur des Puissances Alliées et Associées, que le scandaleux Traité de Bucarest, du 24 avril/7 mai 1918 allait éliminer le pays du jeu d'après-guerre. Le

pays devait rejoindre la guerre dans le camp allié ; sinon, le pays ne serait pas été invité au forum de la paix, et les doléances roumaines ne seraient même pas été écoutées, sans parler de comprises. De toute façon, on a annoncé l'intention de revenir dans la guerre aussi tard que la nuit du 10/11 novembre 1918, c'est-à-dire quelques heures avant la fin de la Grande Guerre à travers l'armistice signé par l'Allemagne le 11 novembre. Personne ne savait (ni à Paris ni ailleurs) que l'État roumain avait annoncé son intention de déclarer la guerre à l'Allemagne, mais qu'il n'a pas eu le temps de le faire. Et la réintégration dans le camp allié s'est produite tard, après bien des tribulations, comme on l'a déjà vu, au début de 1919, voire quelques jours avant le début de la Conférence de paix, le 18 janvier de la même année. Si cette évolution pourrait sembler quelque peu pathétique, elle a néanmoins mené la Roumanie vers l'endroit où le destin du monde se décidait, même si cela est arrivé très tardivement.



## Notes

1. Sur les tribulations qui ont accompagné ces évolutions, voir Robert Gerwarth, *The Vanquished, Why the First World War Failed to End, 1917-1923*, Penguin Books, 2017.
2. Vasile Th. Căncicov, *Jurnal din vremea ocupației, Impresiuni și păreri personale din timpul războiului României*, sélection des textes par et publié sous la direction de Daniel Cain, vol. II, București, Humanitas, 2016, p. 394.
3. Dumitru Preda, Vasile Alexandrescu, Costică Prodan, *În apărarea României Mari, Campania armatei române din 1928-1919*, București, Ed. Enciclopedică, 1994, p. 127.
4. Dumitru Tuțu, « Les Actions de l'Armée roumaine en Transylvanie au cours des années 1918-1919 », *Revue Roumaine d'Histoire*, numéros 1-2/1087, p. 116.
5. Voir l'étude du secrétaire de légation Zeno Câmpeanu, dans A.M.A.E., fonds 71/1920-1944, Transylvanie, Études historiques, vol. 348, f.16.
6. V.A. Varga, « Retragerea armatei germane din România la sfârșitul anului 1918 », *Études. Revue d'Histoire*, XIV, n° 4/1961, p. 889.
7. Gh. Iancu, G. Cipăianu, *La Consolidation de l'union de la Transylvanie et de la Roumanie (1918-1919), Témoignages français*, Bucarest, Ed. Enciclopedică, 1990, p. 39.
8. Ion Ardeleanu, Vasile Arimia, Mircea Mușat (coord.), *Desăvârșirea unității național-statale a poporului român. Recunoașterea ei internațională. 1918, Documente interne și externe*, vol. III, București, Ed. Științifică și Enciclopedică, 1986, p. 86-88 ; voir aussi Liviu Maior, *Alexandru Văida-Voevod între Belvedere și Versailles (însemnări, memorii, scrisori)*, Ed. Sincron, 1993, p. 249-250.
9. Il y a une autre raison très sérieuse pour laquelle la présence de l'armée roumaine était extrêmement utile dans toute la Transylvanie. Les agitations bolchéviques se multipliaient non seulement parmi les Hongrois d'Ardeal, mais aussi parmi les Roumains. Les gardes nationales, qui initialement avaient été destinées d'assurer l'ordre, étendaient souvent de manière non-justifiée leurs attributions, et leurs activités dégénéraient sous l'influence des pernicieuses idées venues de l'Est. Finalement, ces gardes nationales « devenaient rouges » (voir Virgil Arifeanu, *Războiul nostru contra Ungurilor 1918-1920*, II<sup>e</sup> édition, Bucarest, 1925, p. 13). Les recherches de l'historiographie roumaine des années 50-60 (enrégimentées au commandement de découvrir des conflits sociaux permanents et d'attester l'influence de la « Grande Révolution d'Octobre » dans l'espace roumain) nous offrent maintenant une image plus claire sur le

- danger bolchévique en Transylvanie et ailleurs. Voir, par exemple, Maya Kertész, « Caracterul și activitatea sfaturilor din perioada revoluției burghezo-democratice în Ardeal (octombrie 1918-martie 1919) », *Études. Revue d'Histoire*, X, n° 5/1957, p. 127-1940 ; V. Cheresteșiu, « Pătrunderea ideilor Marii Revoluții Socialiste din Octombrie în masele din Transilvania », *Anuarul Institutului de Istorie Cluj (AIIC)*, I-II, 1958-1959, p. 241-276 ; Josif Kovács, « Date cu privire la lupta țărănimii din Transilvania în toamna anului 1918 », *AIIC*, I-II, 1958-1959, p. 313-342 ; A. Bunea et G. Tomuța, « Frământări în rândurile tineretului muncitor din Transilvania în perioada anilor 1917-1922 », *AIIC*, I-II, 1958-1959, p. 345-367. En Banat aussi, les agitations bolchéviques ont commencé à se faire sentir (voir Radu Păiușan, *Mișcarea națională din Banat și Marea Unire*, Timișoara, 1993, p. 98-99).
10. Sir Thomas Cuninghame, « Between the War and the Peace Treaties, A Contemporary Narrative », *The Hungarian Quarterly*, vol. V, no. 3/1939, p. 416.
  11. *Apud* Francis Deák, *Hungary at the Paris Peace Conference. The Diplomatic History of the Treaty of Trianon*, Columbia University Press, New York, 1942, p. 12.
  12. Puisqu'il n'avait pas de troupes pour désarmer les grands contingents de l'armée de von Mackensen qui se trouvaient toujours dans la zone, même Franchet d'Espèrey, qui allait s'opposer à l'avancement de l'armée roumaine grâce à sa relation tendue avec Berthelot (la biographie d'Espèrey, écrite par Paul Azan – Paris, 1949 –, reflète cette hostilité), a intentionné à ce moment-là d'utiliser les Roumains pour occuper la Transylvanie. Voir Jean Bernachot, *Les Armées Françaises en Orient après l'Armistice de 1918*, État-Major de l'Armée de terre, vol. II, Paris, 1971, p. 21 ; voir aussi *Desăvârșirea unității național-statale...*, vol. III, p. 90.
  13. La nuit du 8/9 octobre 1918, le général Berthelot avait été nommé commandant de l'Armée Alliée du Danube, une unité conçue initialement dans le but de protéger le flanc de l'offensive de l'Armée Alliée de l'Orient vers l'Allemagne, tout en considérant qu'il y avait de nombreuses troupes allemandes en Ukraine et en Roumanie (voir Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op.cit.*, p. 8). Ultérieurement, l'Armée du Danube devait intervenir contre les troupes bolchéviques du sud de la Russie.
  14. *Desăvârșirea unității național-statale...*, vol. III, p. 91-92 ; J. Bernachot, *op. cit.* p. 48.
  15. András Siklós, *Revolution in Hungary and the Dissolution of the Multinational State. 1918*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1988, p. 118.
  16. C'est intéressant que, malgré le fait que Franchet d'Espèrey avait consenti au passage de la ligne du Mureș aussi tôt que le 17 novembre, Henri Berthelot a émis l'ordre d'occupation par les Roumains des plus importantes villes transylvaines le 12 décembre, sans consulter son supérieur, ce qui a mené à des tensions accrues dans les relations entre les deux généraux français (M. Ormos, *From Padua to the Trianon, 1918-1920*, Social Science Monographs; Atlantic Research and Publications, Highland Lakes, New Jersey, distribuée par Columbia University Press, Boulder, 1990, p. 116-117). Il y a aussi l'opinion – qui semble plus plausible – que d'Espèrey n'a accepté l'avancement des Roumains au-delà du Mureș qu'après sa visite à Bucarest, dans la période 9-13 décembre 1918 (voir D. Preda, V. Alexandrescu, C. Prodan, *op. cit.*, p. 132 et la note 62).
  17. Néanmoins, on a utilisé quelques troupes françaises pour la séparation des Roumains et des Serbes dans le Banat, un arrangement établi avec l'occasion de la visite de Franchet d'Espèrey à Bucarest. Voir dans ce sens Nicolae Dascălu, « Diplomația franceză și unirea românilor din 1918 (I) », *Revue d'Histoire*, tome 41, n° 11/1988, p. 1107.
  18. *General Henri Berthelot and Romania : mémoires et correspondance, 1916-1919*, édité, avec une introduction biographique, par Glenn E. Torrey, East European Monographs, Boulder, 1987, p. XXXVI ; Général Henri Berthelot, *Memorii și corespondență (1916-1919)*, introduction par Glenn E. Torrey, trad. par Mona Iosif, Ed. Militară, Bucarest, 2015, p. 387-393.

19. Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op. cit.*, p. 149.
20. G. D. Mărdărescu, *Campania pentru dezrobirea Ardealului și ocuparea Budapestei, 1919-1920*, București, 1921, p. 38 ; A. Siklós, *op. cit.*, p. 118-119 ; le général Prezan avait précisé qu'il garantissait la vie et la sécurité de « l'entière population jusqu'à Tissa et le Danube, quelle que fût sa nationalité ou sa religion » (M. Ormos, *op. cit.*, p. 84).
21. Glenn Torrey, « The Romanian Intervention in Hungary, 1919 », in *War and Society in East Central Europe*, vol. XX, *Revolution and Interventions in Hungary and Its Neighbor States, 1918-1919*, New York, 1988, p. 305 ; D. Preda, V. Alexandrescu, C. Prodan, *op. cit.*, p. 124-147.
22. Traian Sandu, « L'appui contesté du général Berthelot aux revendications roumaines au sujet de la Transylvanie et du statut d'Allié, décembre 1918-avril 1919 », *Revue Roumaine d'Histoire*, XXXIV, numéros 3-4/1997, p. 242-244.
23. *Ibid.*, p. 245 ; Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op. cit.*, p. 18.
24. Vasile Vesa, « Les rapports entre les généraux Henri Mathias Berthelot et Louis Franchet d'Esperey durant l'hiver 1918-1919 », *Revue Roumaine d'Histoire*, XXXV, numéros 1-2/1996, p. 53-57.
25. Concernant les plans alliés (spécialement français) conçus pour une croisade antibolchévique, voir John M. Thomson, *Russia, Bolshevism and the Versailles Peace*, Princeton, 1966, p. 178-212.
26. J. Kim Munholland, « The French Army and Intervention in Southern Russia », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XII, 1/1981, p. 45.
27. John Bradley, *Allied Intervention in Russia*, New York, 1968, p. 152.
28. Michael Jabara Carley, *Revolution and Intervention : The French Government and the Russian Civil War*, Montréal, 1981, p. 115 et les suivantes.
29. Ion Ardeleanu, Vasile Arimia, Mircea Mușat (coord.), *1918 la români, Desăvârșirea unității național-statale a poporului român, Documente externe 1916-1918*, vol. II, București, Ed. Științifică și Enciclopedică, 1983, p. 1228-1229.
30. Gheorghe Brătianu, *Acțiunea politică și militară a României în 1919 în lumina corespondenței diplomatice a lui Ion I. C. Brătianu*, II<sup>e</sup> édition, Bucarest, 1940, p. 31 ; I. Ciupercă, « Romania Facing Recognition of Its National Unity », *Annuaire de l'Institut d'Histoire et d'Archéologie „A.D. Xenopol”*, Iași, tome XXV/2, 1988, p. 26-27.
31. Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op. cit.*, p. 17.
32. M. Ormos, *op. cit.*, p. 42.
33. *Ibid.*, p. 83.
34. Note de Lacombe du 9 novembre 1918, dans Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op. cit.*, p. 128-131.
35. *Ibid.*, p. 129.
36. *Ibid.*, p. 131. Il est intéressant que la note de Lacombe a été plusieurs fois commentée par des historiens roumains, mais sans remarquer la corrélation entre les opinions de l'expert français et les difficultés de l'obtention par l'État roumain de la réintégration dans le camp allié (voir, par exemple, N. Dascălu, *op. cit.*, p. 1109-1110).
37. Les Français n'étaient pas les seuls qui voulaient Take Ionescu comme premier ministre ; les Britanniques manifestaient la même sympathie pour le leader « conservateur-démocrate », en contraste avec leur attitude défavorable envers I.I.C. Brătianu (voir *1918 la români...*, vol. II, p. 1186-1187, 1213-1214, 1219-1220, 1310-1312). À leur tour, les Italiens avaient une position similaire (voir *1918 la români...*, vol. VII, p. 467-468).
38. Le rapport du 15 décembre 1918 rédigé par Victor Antonescu, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Roumanie à Paris, où l'on raconte la rencontre avec Pichon du 10 décembre, est illustratif pour les « hésitations » françaises de la première moitié du mois de décembre 1918 (A.M.A.E., *Fond 71-1914*, E2, seconde partie, La conférence de paix, 1914-1924, vol. 57, f. 8-9).

39. M. Ormos, *op. cit.*, p. 115.
40. Nicolae Dascălu, « Diplomăția franceză și unirea românilor din 1918 (II) », *Revue d'Histoire*, tome 41, n° 12/1988, p. 1185-1186.
41. *1918 la români ...*, vol. II, p. 1241-1242.
42. *Ibid.*, p. 1284-1289 ; Ion Calafeteanu, « Recunoașterea statutului de aliat al României de către marile puteri în ajunul Conferinței de pace de la Paris », *Revue des archives*, année LV, vol. XL, n° 3/1978, p. 283.
43. *Desăvârșirea unității național-statale...*, vol. III, p. 100.
44. Voir Constantin Botoran, Ion Calafeteanu, Eliza Campus, Viorica Moisuc, *România și Conferința de pace de la Paris (1918-1920), Triumful principiului naționalităților*, Cluj-Napoca, 1983, p. 307. Valeriu Florin Dobrinescu (*Relații româno-engleze (1914-1933)*, Iași, 1986, p. 37) et Nicolae Dascălu, (« Diplomăția franceză.... II », p. 1186), considèrent que les Britanniques ont été ceux qui ont catalysé la reprise du statut d'Allié de la Roumanie.
45. *1918 la români...*, vol. II, p. 1292-1294.
46. Kalervo Hovi, *Cordon Sanitaire or Barriere de l'Est? The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy, 1917-1919*, Turku, 1975, p. 176-180.
47. Voir *ER.U.S., P.P.C., 1919*, vol. II, p. 193-195 et 204-205.
48. G. Juhász, *op.cit.*, p. 17.
49. Les premières relations diplomatiques, plus timides, ont été établies avec l'Autriche et la Suisse. Zsuzsa L. Nagy, « The Hungarian Democratic Republic and the Paris Peace Conference, 1918-1919 », in *War and Society...*, vol. XX, p. 274, note 29.
50. T. Hajdu, *op. cit.*, p. 64.
51. Mihály Károlyi a déclaré lors d'une réunion du parti de décembre 1919 : « Je fonde notre politique sur les principes de Wilson. Nous avons un seul dicton : Wilson, Wilson et Wilson de nouveau ... Je suis absolument convaincu que Wilson conquerra Europe comme il a conquis l'Amérique. Maintenant, l'Amérique se confronte avec la tâche de remodeler complètement l'Europe, d'éliminer la pensée de revanche et de créer une paix qui ne laisse aucun ressentiment dans le cœur de personne » (dans *Pesti Hírlap*, 31 décembre 1918, *apud* Z. L. Nagy, *op.cit.*, p. 261-262).
52. Pamfil Șeicaru, avec son style passionné, a émis une sentence dans le cas du leader hongrois : « Par son dilettantisme révolutionnaire, Károlyi a seulement accéléré le déroulement des événements. Personne n'aurait pu sauver la Hongrie du démembrement (...), mais un homme politique énergique aurait pu exempter le peuple hongrois de l'expérience tragique de Béla Kun » (Pamfil Șeicaru, *România în Marele Război*, Bucarest, 1994, p. 352).
53. T. Hajdu, *op. cit.*, p. 69-70.
54. L'avancement des Roumains sur cet alignement a eu lieu dans les premiers jours de janvier 1919 (D. Tușu, *op.cit.*, p. 109).
55. G. D. Mărdărescu, *op.cit.*, p. 38.
56. Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op. cit.*, p. 159-180.
57. M. Ormos, *op. cit.*, p. 123.
58. *1918 la români...*, vol. II, p. 1302-1308 ; *Desăvârșirea unității național-statale...*, vol. III, p. 125-127.
59. Glenn E. Torrey, « General Henri Berthelot and the Army of the Danube, 1918-1919 », in *War and Society...*, vol. XX, p. 286 ; *Desăvârșirea unității național-statale...*, vol. III, p. 158-163.
60. Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op. cit.*, p. 156-159.

61. P. Pastor, *op. cit.*, p. 97-104, 107-108 ; *Idem*, « The French Military Mission in Hungary, 1918-1919 », in *War and Society...*, vol. XX, p. 254-255 ; M. Ormos, *op. cit.*, p. 129-135 ; Z. L. Nagy, *op. cit.*, p. 267-268.
62. Gh. Iancu, G. Cipăianu, *op. cit.*, p. 140-147 (le rapport Landrot), p. 180-225 (le rapport Patey), p. 226-234 (le rapport Sangnier), p. 241-259 (le rapport Brevette Hayaux de Tilly).

### **Abstract**

France and the renewal of Romania's allied country status at the end of the First World War

Our article addresses the difficult and delicate issue of Romania's official status within the Allied Forces at the end of the First World War. The renewal of Romania's position as a country allied with the Entente had never been seriously threatened or questioned; it was only delayed for a while. Based predominantly on diplomatic reports, this research analyzes France's attitude towards Eastern Europe in the troubled months of the winter 1918-1919, when the Bolshevik turmoil dominated Russia and Hungary, and social, economic or ethnic tensions were still present in the regions of the former Austro-Hungarian Empire. Various explanations for the reticence of the Allied Powers to reintegrate Romania within their camp are offered to the interested reader, thus recreating the image of the very complex context preceding the opening of the Paris-Versailles Peace Conference.

### **Keywords**

diplomatic negotiations after World War I, Romania, postwar Entente relations, Allied country status, territorial claims.